

7

Le pouvoir aux abois

Comment salir les Gilets jaunes ?

Le pouvoir a usé et abusé de plusieurs stratégies pour disqualifier le mouvement des GJ. Il y a d'abord eu le *traitement par le mépris* : « Ça leur passera, c'est un genre d'éruption cutanée, ils finiront par rejoindre le rang ! Il suffit de laisser pourrir, d'attendre, de tabler sur la fatigue. » Un genre de variations sur le thème du « Salauds de pauvres ! ». Mais ça n'a pas suffi. Ce petit peuple qui dit n'en plus pouvoir d'être étranglé par le pouvoir de l'État maastrichtien n'a plus rien à perdre : strangulé depuis des années, fatigué, épuisé, exsangue, harassé, éreinté, qu'a-t-il désormais à perdre ? Plus rien...

Il y a eu ensuite le *traitement par le mensonge* : le ministre de l'Intérieur y est allé fort : il a livré à la presse, qui s'est empressée de les reprendre et de les diffuser largement, des chiffres fantaisistes concernant la participation aux manifestations à la décimale près en expliquant que ce n'était rien, peu de chose, pas grand-chose. Les images avaient beau montrer le contraire à jet continu, rien n'y faisait : le pouvoir disait que c'était quantité négligeable – donc gens négligeables.

Dans la foulée, il y a eu le *traitement par la criminalisation*. On a ainsi vu ce fameux Castaner posant dans un PC sécurité avec des fonctionnaires aux ordres en leur demandant devant les caméras de confirmer qu'il y avait bien eu un mort. La conversation ressemblait à ça : « Un mort, oui, c'est ça, j'ai bien entendu, il y a eu un mort, vous pouvez me confirmer qu'il y a donc bien eu un mort à cause des Gilets jaunes ? C'est bien ça ? » Or, s'il y a bien eu des morts, ils ne l'ont pas été du fait des Gilets jaunes, mais du fait de ceux qui, comme Castaner, refusaient les GJ, et fondaient dans le tas...

Puis il y a eu le *traitement par la diabolisation* : on a parlé de fascisme, de vichysme, de poujadisme, de lepénisme, de populisme, de peste brune, d'antisémitisme, d'homophobie, de racisme. *Libération* et *Le Monde*, *France Inter* et le service public dans sa totalité, ainsi que les journaux subventionnés par l'argent du contribuable, y sont allés comme un seul BHL ! Mais cette technique qui a fait mouche pendant quelques années ne marche plus. Le peuple a compris les ficelles. Depuis qu'il en fait lui-même les frais et qu'il sait qu'il n'est

ni fasciste, ni antisémite, ni nazi, ni homophobe, il comprend que ces éléments de langage sont préparés et distillés par les médias du système afin de le maintenir en place et de n'y rien changer. Mais il y a eu mithridatisation : ce poison inoculé depuis des années ne produit plus aucun effet. C'est tout juste devenu l'eau bénite des maastrichtiens avec laquelle ils essaient en vain de conjurer ce qu'ils prétendent être le diable...

Ajoutons aux forfaits déjà listés le *traitement par l'attaque ad hominem* : les journaux du système sont allés chercher des poux dans la tête de tel ou tel pour trouver le spécimen le plus à même de servir de repoussoir. Il y eut cette femme qui avait fait un tabac avec sa vidéo, tout au départ du mouvement, et dont on a vidé les poubelles afin de savoir s'il n'y avait pas chez elle quelque chose qui réjouirait la basse police intellectuelle. On a trouvé de l'hypnose (comme chez Freud...), de la croyance à des propos assez peu scientifiques (comme chez Freud...), du complotisme (comme chez Freud...), mais comme elle ne se réclamait pas du docteur viennois, les journalistes parisiens qui habituellement souscrivent aux fictions de la psychanalyse considéraient que, à celle qui vivait en province et n'était pas diplômée en pensée magique freudienne, on ne pouvait accorder aucun crédit et que, de ce fait, c'est tout le mouvement qui cessait d'être crédible – chez ceux-là mêmes qui, soit dit en passant, n'avaient jamais estimé une seule seconde qu'il fût ou crédible ou défendable...

Il fallut également compter avec *le traitement par l'essentialisation*. De sorte qu'un propos raciste tenu ici par un Gilet jaune qui bloque une voiture conduite par un non-Blanc (on ne sait plus comment dire sans risquer la prison...) bien décidé à forcer le barrage, et voilà que c'est tout le mouvement qui est raciste ! Et l'on fait de même avec un Gilet jaune qui a tenu un propos homophobe après avoir estimé que le conducteur énervé d'un autre véhicule ne lui semblait pas hétérosexuel (toujours la crainte de la prison...), et voilà que tout le mouvement devient homophobe ! Il est bien évident qu'il n'y a aucune espèce de tolérance à avoir à l'endroit de qui est raciste ou homophobe, antisémite ou phallocrate, mais, sur les millions d'électeurs de Macron, on pourrait également trouver des racistes et des homophobes : personne n'en conclurait, surtout pas les journalistes du système, que Macron lui-même l'est ou bien, pire encore, la totalité du mouvement En marche !.

Pour suivre, il y a eu aussi le *traitement par la déconsidération* : il fallait absolument assimiler le mouvement aux casseurs. Consignes furent donc données aux forces de l'ordre de laisser casser : sinon, pourquoi aurais-je vu pendant si longtemps sur BFM des manifestants desceller des pavés de l'avenue des Champs-Élysées ? Ce que les journalistes pouvaient filmer sans problème, en prenant leur temps, ce que les téléspectateurs pouvaient voir, bien assis dans leurs fauteuils, les services de police pouvaient eux aussi le voir, ils pouvaient donc agir, donner des ordres et empêcher que les pavés soient descellés. Auquel cas, sans pavés descellés, il n'y aurait pas eu de forces de police attaquées, pas de vitrines de magasins défoncées, et rien de ce qui a permis aux journalistes de s'apitoyer longuement sur le spectacle déplorable, sur la violence des GJ, sur leur vandalisme, sur leur sauvagerie... Qui était sauvage ? Qui était vandale ? Le président de la République, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur qui avaient les moyens d'empêcher la violence et qui s'y sont refusés afin de pouvoir ensuite l'instrumentaliser à des fins de déconsidération.

De même a-t-on eu droit à un *traitement par la dramatisation*. Avec l'un d'entre les GJ qui disait qu'il fallait marcher sur l'Élysée afin de pouvoir y être reçu pour présenter ses doléances, on fit une scène médiatique formidable : les GJ voulaient faire un « putsch », fut-il dit. Un « coup d'État », ont ajouté certains ! Il a suffi qu'on sorte le propos d'un autre qui

voulait qu'on confie Matignon au général de Villiers pour que la presse effectue une nouvelle variation sur le thème du fascisme des GJ. Il n'est pas venu à l'esprit de ces journalistes qu'un réel putsch a vraiment eu lieu en France il y a quelques années : c'était le 29 mai 2005 et on le devait aux libéraux maastrichtiens, de droite et de gauche, quand ils ont jeté aux ordures le référendum par lequel 54,68 % des Français ont fait savoir qu'ils ne voulaient plus de cette Europe maastrichtienne libérale qui a créé la paupérisation générant ce mouvement des GJ.

Mépris, mensonge, criminalisation, diabolisation, attaque *ad hominem*, essentialisation, déconsidération, dramatisation : Emmanuel Macron ne recule devant rien quand il s'agit de cogner sur le peuple afin de défendre l'Europe maastrichtienne.

L'image des blindés de la gendarmerie stationnés en haut des Champs-Élysées renseigne bien sur ce qu'il en est désormais du pouvoir personnel d'Emmanuel Macron... Mais ce ne sont pas des véhicules militaires, a dit une crétine de BFM, parce qu'ils n'étaient pas équipés de mitraillettes – des « sulfateuses », a même surenchéri un consultant expert de la chaîne ! Il y avait presque un regret chez ces gens-là qu'on ne sulfate pas le peuple qui se contente de demander du pain.

8

Grandeur du petit peuple

J'ai dit quels moyens le pouvoir utilisait pour salir et discréditer le mouvement des Gilets jaunes – mépris, mensonge, criminalisation, diabolisation, attaque *ad hominem*, essentialisation, déconsidération, dramatisation. On peut en ajouter un autre : *le procès en immaturité politique* – la dévalorisation. Ces gens-là sont trop bêtes, trop provinciaux, trop incultes, trop illettrés, trop débiles, trop « beaufs », fut-il dit un peu partout, ils sont trop sous-diplômés. On n'a pas dit : « affreux, sales et méchants », mais il s'en est fallu de peu.

Depuis Maastricht (1992), ce sont les mêmes éléments de langage avariés qui sont servis par les dominants afin de discréditer quiconque ne souscrit pas à l'Europe libérale, non pas parce qu'elle est « Europe », ce que personne ne refuse plus, mais parce qu'elle est « libérale », ce que beaucoup repoussent. Ce sont les mêmes insultes qui ont été sorties pour les partisans du Brexit – qui n'a toujours pas eu lieu car, méditons cette belle leçon de démocratie, pour sortir de l'Europe maastrichtienne, il faut l'autorisation de l'Europe maastrichtienne ! C'est ainsi que fonctionnent toutes les dictatures : on ne peut en sortir légalement – ce que les GJ ont compris...

Le système maastrichtien a son clergé. Il est formé à l'École nationale d'administration, à Sciences Po, dans les écoles de journalisme, à Polytechnique, à l'École normale supérieure. Pendant leurs années d'études, on gave les impétrants d'une idéologie qu'ils rabâchent, répètent, réitèrent, reproduisent, ressassent ensuite dans tous les endroits où ils sont embauchés : grands corps d'État, haute administration, universités, journalisme, édition, direction des médias, Conseil d'État, sans oublier la politique politicienne qui est le prolétariat de ces gens-là.

Tout ce petit monde a la tête bien pleine, mais très mal faite. Cette engeance est formée comme des commandos de rhéteurs et de sophistes, de beaux parleurs et d'enfumeurs, de dialecticiens et de casuistes, d'orateurs et d'ergoteurs. Elle produit son meilleur effet dans un conseil d'administration, dans un comité de rédaction ou de lecture, dans un amphithéâtre, dans les colonnes d'un éditorial ou dans les réunions des patrons de médias, à l'Assemblée nationale ou au Sénat, dans un Conseil des ministres ou dans les palais de la République, sur un plateau de télévision ou comme « consultants » ou « experts » sur les

chaînes d'information continue – ou au Siècle, un club très fermé où l'on mange du Gilet jaune à tous les repas...

Comme les sophistes grecs, cette caste peut soutenir n'importe quelle cause parce que la formation de ses membres met le paquet sur la forme, rien que la forme, tout sur la forme, et qu'elle se contente, pour tout fond, de l'idéologie dominante. Ces gros cerveaux de compétition sont ceux de petits perroquets.

Bien sûr, ces gens-là estiment que les Gilets jaunes ne sont pas habilités à faire de la politique, sous prétexte qu'il faut laisser ces choses-là, trop sérieuses pour le peuple, aux experts que sont les instances dirigeantes des syndicats et des partis (qui sont de mèche avec les autres puissants contre leurs bases...), et aux élus de tous les échelons de la politique politicienne. La démocratie doit être représentative, disent-ils, et non pas directe. Nous, oui ; eux, non.

Or chacun a pu voir comment le référendum sur le traité européen qui était l'expression de la démocratie directe, bien que le non ait largement gagné, a été jugé comme nul et non avenu par les députés et les sénateurs qui étaient l'expression de la démocratie indirecte. Réunis à Versailles, lieu symbolique s'il en est un, il fut dit au Congrès qu'on se moquait de ce que le peuple pensait après qu'on lui eut tout de même demandé son avis. Ce coup d'État fut une leçon que le peuple a mise dans un coin de sa tête : avec lui, la démocratie indirecte a joué au grand jour un jeu contraire à celui de la démocratie véritable, qui est gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple et non par ses seuls délégués. Les représentants du peuple ont dit au peuple qu'ils n'avaient que faire de son avis et que, d'ailleurs, ils iraient contre lui.

Les GJ sont dans la rue parce qu'ils savent que l'Assemblée nationale et le Sénat sont leurs ennemis puisqu'ils ne les représentent pas sociologiquement ni politiquement. Le système représentatif, tant qu'il ne sera pas intégralement proportionnel, générera une oligarchie, une aristocratie, une caste, une tribu qui disposera de tous les pouvoirs : ce ne sera jamais une démocratie. Le pouvoir des élus n'est pas autre chose que la résultante d'un calcul tordu avec découpages électoraux effectués par le ministère de l'Intérieur et l'Élysée afin de déboucher sur une bipolarisation de la société : non plus entre droite et gauche, mais entre *maastrichtiens libéraux de droite et de gauche* et *anti-maaastrichtiens de droite et de gauche*. Aux maaastrichtiens libéraux de droite et de gauche sont réservés tous les pouvoirs – économiques, médiatiques, politiques, sociaux, universitaires, journalistiques ; aux anti-maaastrichtiens de droite et de gauche, les premiers abandonnent le pouvoir verbal de l'opposant avec pour seule perspective de parler à vide indéfiniment...

Avec les GJ dans la rue, toute cette aristocratie maastrichtienne se trouve mise à mal, critiquée, menacée. Certes, elle dispose de tous les pouvoirs, y compris celui d'insulter, de mépriser, de calomnier, de salir le peuple sur lequel s'exerce son pouvoir et ne s'en prive pas. Mais elle voit d'un très mauvais œil ce surgissement de vellétés de démocratie directe.

« Ça n'a jamais marché », péroré Christophe Barbier sur BFM le samedi 8 décembre 2018 : ça marche pourtant en Suisse... La notice Wikipédia de ce normalien pas agrégé ayant fait une école de journalisme nous apprend ceci : « En 2017, il déclare notamment au *Journal du dimanche* : "Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables. Afficher avec force ses convictions permet aux lecteurs de s'y frotter pour former les leurs." » Et plus loin : « L'éditorialiste est comme un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant,

peut s'élever. » On comprend qu'il n'ait pas besoin de se confronter au terrain des GJ, ce « lierre rampant », afin d'éviter de se polluer l'esprit et de pouvoir affirmer en toute objectivité ses certitudes improuvables ! En passant, on apprend également qu'il a composé un rap en l'honneur d'Emmanuel Macron... Christophe Barbier est l'un des personnages emblématiques de cette aristocratie qui enjambe le peuple.

Or, quand on va sur le terrain, non content de ne pas s'y polluer l'esprit, on se l'éclaire et l'on peut obtenir un certain nombre de certitudes susceptibles d'être prouvées. J'en veux pour preuve ce tract ramassé dans une rue de Paris et envoyé par un ami. Il dit ceci :

NOS 8 DOLÉANCES

Nous rentrerons chez nous quand ces mesures seront appliquées :

1 Nous voulons de la démocratie directe à tous les niveaux. Nous voulons un gouvernement d'union nationale avec une régence d'exception pour éviter que les partis politiques, qui sont disqualifiés, n'instrumentalisent notre détresse et notre colère.

2 Nous voulons une baisse de 20 % de toutes les taxes et les charges touchant la classe moyenne, les travailleurs pauvres et les entrepreneurs. Baisser ces taxes, c'est monter nos salaires. Nous voulons une action immédiate pour taxer ce qui vaut la peine d'être taxé : les GAFA et les transactions financières.

3 Nous voulons que la France arrête de vivre au-dessus de ses moyens et arrête d'accueillir la misère du monde parce qu'elle est déjà dans la misère avec ses millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Nous voulons une immigration choisie, qui ne nous détruise pas culturellement. Nous demandons ainsi un retrait du pacte de l'immigration de l'ONU.

4 Nous voulons une relocalisation de toutes les décisions dans les régions, les villes et les communes. L'État et ses fonctionnaires à Paris ne sont pas qualifiés pour décider de l'avenir de nos communes.

5 Nous voulons une sortie de la PAC qui corrompt nos agriculteurs en n'allouant ses aides qu'aux productivistes et aux empoisonneurs répandant le cancer en France. Nos impôts ne doivent en aucun cas servir à financer Bayer-Monsanto.

6 Nous voulons la création de barrières commerciales pour empêcher l'Allemagne de nous vendre des produits fabriqués en Roumanie, sous le label Deutsche Qualität, et de détruire ainsi nos emplois.

7 Nous voulons le retrait de toutes les aides à la presse pour une vraie séparation des pouvoirs médiatiques et politiques.

8 Nous voulons une action immédiate pour arrêter l'intégration dans l'Europe car elle ne se construit que sur la ruine des petites gens.

Qui dira qu'il n'y a pas là d'intelligence pratique ? C'est un véritable programme politique. Il est anonyme, aucune signature, aucune de ces propositions ne ressemble à quoi

que ce soit de connu chez les jacobins. Il est débarrassé du verbiage technocratique ou qui relèverait de la politique politicienne.

C'est simple, clair, net, direct et programmatique : la démocratie directe ; un gouvernement d'union nationale constitué en dehors des partis politiques parce qu'ils sont discrédités et qu'ils guettent la récupération ; une baisse des taxes et des charges pour la population la plus éprouvée ; une augmentation des salaires ; une taxation des GAFAs et de ceux qui font de l'argent avec l'argent ; une politique migratoire rationnelle qui ne soit ni celle de la passoire ni celle du mur ; un communalisme et un régionalisme effectifs ; une autre politique agricole que celle du productivisme qui fait le jeu des multinationales, détruit la planète et intoxique les consommateurs ; l'instauration de barrières commerciales qui empêcheraient la concurrence entre les États de droit et les États voyous en matière de protection sociale ; le retrait des aides à la presse subventionnées par le contribuable afin de l'endoctriner et de le mépriser quand il refuse l'endoctrinement ; une séparation des pouvoirs médiatiques et politiques ; l'arrêt de l'intégration dans l'État maastrichtien...

J'aurais pu écrire ce tract auquel je ne retranche rien ! Il est la feuille de route de la démocratie directe. C'est sur ce projet positif, concret, dynamique, qu'il faut désormais travailler.

En écrivant mon éloge de la démocratie proudhonienne, j'ai craint un temps d'avoir placé la barre un peu haut. Avec ce tract sans nom ramassé dans la rue, je suis désormais bien convaincu que non.

9

Fin de la France et faim de la France

L'allocution du président Macron avait pour but de distribuer quelques miettes afin de pouvoir mieux conserver le gâteau pour lui, les siens et tous ceux qui l'ont mis au pouvoir et ont financé son trajet politique et sa campagne. Quel est ce gâteau dont il n'est jamais question nulle part ? L'État maastrichtien libéral qu'il faut sauver avec quelques opérations de transfert de caisse susceptibles d'être présentées par les médias comme de véritables concessions faites aux GJ, qui devraient s'en satisfaire et rentrer chez eux. Ce message s'adressait moins au peuple, qu'il amadoue avec cette danse des mots comme s'il s'agissait d'une danse du ventre, qu'à ceux qui partagent sa vision populicide du monde et qu'il rassure par la même occasion.

Des augmentations sont annoncées, la plus spectaculaire étant celle du SMIC. De même, les taxes prévues sur les automobilistes et les retraités les plus modestes sont annulées, tout cela est formulé solennellement. Or, la solennité, chez quelqu'un qui se fait si souvent photographe dans des postures si peu solennelles, n'est plus crédible, sauf auprès des esprits faibles.

Par ailleurs : cet argent que Macron semble donner et ne plus prendre n'est pas de l'argent qui vivrait dans le ciel des idées. Il ne vient ni de la poche de Macron, évidemment, ni de celle de l'Europe qui est pleine de l'or dont le peuple se défait, bien sûr, ni de celle des plus fortunés (les multinationales, les industries polluantes, les GAFAs, les fortunes placées dans les paradis fiscaux), mais de l'impôt des citoyens de base. Donc : c'est l'argent des Gilets jaunes que le roi lui rend parcimonieusement...

Ce que Macron a annoncé avec sérieux et force trémolos dans la voix est ni plus ni moins une variation sur le thème de l'antique jeu de bonneteau qui permet, avec trois gobelets et une pièce, de faire apparaître, disparaître, réapparaître la pièce là où l'on croit qu'elle est, alors qu'elle a été subtilisée, escamotée et qu'elle reste dans la main du maître de jeu : le joueur perd tout le temps, sauf quand le magicien le laisse gagner une fois dans les nuées afin de laisser croire que le jeu n'est pas pipé. Quelques jours avant, le magicien a fait croire qu'on pouvait gagner au jeu de bonneteau.

Or Macron ment. J'en veux pour preuve cet aveu qu'il fit d'entrée de jeu qu'avec la crise des GJ « ce sont quarante années de malaise qui s'expriment ». *Pourquoi dès lors n'a-t-il pas été question une seule fois de l'Europe maastrichtienne, de cet État molosse et moloch,*

de cet Empire qui nous gouverne jusque dans les moindres détails et qui interdit à l'État-nation de vouloir librement parce que le véritable pouvoir est celui des technocrates du marché libre de Bruxelles et de Strasbourg, mais non pas Macron qui en est le voyageur de commerce ? Pourquoi ce silence en effet ?

Deuxième mensonge : « je prends ma part de responsabilité ». C'est faux. Car, si tel avait été le cas, *ce qui s'imposait, c'était d'annoncer un changement de cap*. Or, c'est précisément ce que demandent les GJ. On ne peut parler d'une crise qui couve depuis quarante ans sans désigner les coupables que sont les présidents de la République depuis Mitterrand jusqu'à lui-même. Car tous, sans exception, ont piloté le bateau avec un seul et même cap : celui de l'Europe libérale. Et, pour mémoire, Macron au si jeune âge eut tout de même le temps d'être le ministre de l'un de ces présidents après en avoir été le conseiller préféré...

Or, c'est ce cap que remettent en cause les GJ, et c'est ce même cap dont Emmanuel Macron nous dit qu'il sera gardé... La rue exprime avec vérité que nous vogueons vers l'abîme – je le dis depuis des années... Macron affirme qu'il a compris le message et, pour ce faire, il distribue des quignons de pain aux rameurs de la galère que sont les GJ. Puis il confirme qu'il faut encore et toujours avancer dans la même direction ! Il a parlé impôts, charges, primes, heures défiscalisées, hausse de la CSG, maintien de la suppression de l'ISF, investissement, création d'emplois, fortune immobilière, fiscalité, mais les GJ veulent une autre façon de faire *une autre politique*, et non pas une autre façon de faire *la même politique*.

Dans les manifestations, on a vu nombre de drapeaux bleu blanc rouge, mais aussi des drapeaux de région – la fière tête de Maure noire sur fond blanc de la Corse, les bandes blanches et noires avec les mouchetures d'hermine de la Bretagne ou les deux léopards d'or sur fond rouge de la Normandie. Lui est-il venu à l'idée, à ce président, qu'il n'y en eut pas un seul qui fût le drapeau européen qu'il arborait derrière lui pendant son discours, un drapeau dans les plis duquel le drapeau français se perd depuis des décennies ? On a également entendu des *Marseillaise* chantées avec ferveur : a-t-on un seul exemple qu'il fut entonné ici, là, ou n'importe où ailleurs en France, l'*Hymne à la Joie* qu'Emmanuel Macron fit symboliquement jouer devant la pyramide du Louvre le soir de son élection à la présidence de la République ?

Cette intervention fut également l'occasion de mensonges par omission. C'est l'une des modalités du mensonge, on l'oublie trop souvent – et sa plus subtile, sa plus fine, sa plus retorse. Car il y fut question de représentation, de diversité, de vote blanc, d'organisation de l'État, de centralisation, de service public dans les territoires, mais rien de concret, du vent, du verbe, des mots. Tout juste l'habituel jeu de pipeau des présidents de la République qui, une fois élus, semblent ne pas se souvenir qu'ils l'ont été et qui ne font pas des discours de président, mais des discours de candidat à la présidence de la République.

« Je veux », « Je veux », « Je veux » n'a cessé de dire cet homme qui, pour la galerie médiatique, joue les modestes, fait semblant de reconnaître des erreurs de communication, des fautes de style existentiel, mais qui manifeste de la sorte qu'il se croit toujours Jupiter alors qu'il n'en montre que les attributs – comme un collégien qui, au club théâtre, croirait être Dieu parce qu'il serait grimé avec son costume et une longue barbe blanche !

Autre mensonge : quand il annonce qu'il a bien entendu qu'il y avait des problèmes avec l'immigration et l'identité de la nation et qu'il propose « un débat sans précédent » sur ces

questions. De qui se moque-t-il ? Il a envoyé *le jour même* Jean-Baptiste Lemoyne, son secrétaire d'État auprès du ministre... *de l'Europe et des Affaires étrangères* [sic] représenter la France lors de la signature du pacte mondial sur les migrations à Marrakech. Appréciations d'ailleurs en passant que cet intitulé avalise l'idée que l'Europe c'est la France, la France c'est l'Europe et qu'en dehors de ce conglomérat il s'agit d'affaires étrangères ! Il n'est pas besoin de lire la totalité du pacte. Il suffit de prendre connaissance des attendus formulés dans l'article 8 de son préambule : « Par le présent pacte mondial, nous nous engageons collectivement à améliorer la coopération en matière de migration internationale. Les migrations ont toujours fait partie de l'expérience humaine depuis les débuts de l'Histoire, et nous reconnaissons qu'à l'heure de la mondialisation, elles sont facteurs de prospérité [sic], d'innovation [sic] et de développement durable [sic] et qu'une meilleure gouvernance peut permettre d'optimiser ces effets positifs [sic]. » Que l'immigration soit un facteur de prospérité et d'innovation et qu'elle ait des effets positifs, cela reste à prouver... Il n'est de toute façon pas sûr que cette prospérité bénéficie à ceux qui manifestent avec un gilet jaune. Quant à la relation entre développement durable et immigration, elle manque également d'une démonstration convaincante. Et pour ce qui est des effets positifs : il manque un Post-it sur lequel ils seraient listés.... Des « migrations bénéfiques à tous », voilà le projet formulé dans l'article 9 du préambule. On nous dit que la signature de ce pacte n'est pas contraignante : pourquoi dès lors perdre du temps, de l'argent, de l'énergie, à rédiger des textes, à réunir des gens afin de parapher un document qui n'engagerait à rien ? On se moque du monde...

Question subsidiaire : quelle a été la trace carbone des avions privés de tous les signataires de ce pacte dont on dit qu'il n'engage à rien et qui sont venus du monde entier à Marrakech ? Combien de CO₂ a été envoyé dans l'atmosphère pour cette seule messe internationale du politiquement correct ? Et si l'on convertissait ce CO₂ officiel en CO₂ de voiture de Gilet jaune obligé de rouler pour effectuer son travail ? Pour la trace carbone de l'avion du secrétaire d'État français, combien d'équivalent CO₂ en provenance des voitures de Gilets jaunes ?

Pour résoudre les problèmes de la ruralité abandonnée, des provinces oubliées, des campagnes sinistrées, désertées, de la disparition des services publics dans les communes, les petites villes, les sous-préfectures, Macron a une solution : il va rencontrer les maires... « Misère à poil », comme on dit dans mon village ! Cette fausse montagne accouche d'une véritable souris. Les maires, il les a déjà reçus le 15 novembre 2018 à l'Élysée et, devant ma télévision, j'avais été sidéré par le brouhaha dans lequel ils accueillait son discours ! En riant jaune, Macron a été obligé de rappeler à l'ordre plusieurs fois les élus qui préféraient parler entre eux plutôt que de l'écouter ! J'avais assisté en direct à une terrible leçon sur le défaut d'autorité du personnage. Jupiter ne parvenait pas même à faire la loi dans ce genre de classe d'un collègue qui piaillait, pépiait et se moquait absolument de ce que le prof avait à dire.

Macron distribue quelques billets *de leur argent* aux gueux en les invitant à rentrer chez eux et en espérant qu'ils vont croire son boniment : il affirme qu'il a compris cette crise profonde de la société qui remonte à quarante ans, mais, *en même temps*, il assure qu'il va garder le cap qui a conduit à cette crise ; il affirme qu'il a compris le malaise social et sociétal et qu'il va y répondre demain, demain étant le jour où l'on rase gratis, mais, *en même temps*, il assure qu'il ne changera pas le cap qui a conduit à ce malaise ; il affirme

qu'il a compris que l'immigration posait un problème, mais, *en même temps*, il signe le pacte selon lequel l'immigration n'est pas la cause d'un malaise, mais la chance d'une « prospérité » – c'est le mot du pacte ; il affirme qu'il a compris la souffrance du pays en dehors de Paris et promet qu'il va voir les maires de France mais, *en même temps*, il les a déjà vus à Paris et ils lui ont signifié qu'ils n'en avaient rien à faire de son laïus. De qui se moque-t-il ? Du peuple, comme toujours...

Macron a été, il est et il restera jusqu'à son dernier souffle politique, l'homme lige de l'Europe libérale, de l'État maastrichtien devenu Empire. Il a été mis en place pour ça par les milieux d'affaires dont il fait la politique – et non celle du peuple qui se trouve aujourd'hui dans la rue. Le problème n'est pas entre la fin du monde et la fin du mois, comme le formulent habilement les conseillers du président à destination des journalistes benêts, trop contents d'avoir une formule à ânonner, mais, s'il faut une formule, entre *la fin de la France et la faim de la France* – car cette fin de la France voulue par Macron comme prix de l'Europe maastrichtienne se paie de la faim de la France. Lui qui a choisi la fin de la France se moque comme d'une guigne de la faim de la France. C'est logique car cela découle de son cap, qu'il ne veut pas changer. Au balcon médiatique, il a jeté quelques pièces de menue monnaie au peuple qui l'écoutait en contrebas. Si le peuple croit ce bateleur, Macron aura eu raison de jouer du pipeau.

Pour l'heure, souvenons-nous de la leçon de La Boétie : le pouvoir tient sa force du seul fait que nous y souscrivons. Il nous suffit de ne plus vouloir être esclave pour commencer à cesser de l'être. Mais, pour ce faire, encore faut-il ne pas se laisser séduire par les sirènes de la communication présidentielle relayées par les médias du système. Ce fut du vent, rien que du vent, des mots, rien que des mots.

10

Vider les poubelles des Gilets jaunes

La tentation est grande, dans les médias qui roulent pour le pouvoir maastrichtien et qui, de ce fait, cherchent à discréditer les GJ, de vider consciencieusement toutes les poubelles afin d'y trouver matière à leurs opérations de basse police. Si d'aventure on dénicherait sur l'ordinateur de l'un d'entre eux les traces d'un fichier pédopornographique, ce qui est bien sûr condamnable, nul doute que toute cette presse ferait ses choux gras d'une telle information et en déduirait que tous les GJ sont pédophiles ! Dans la foulée, ces plumes serviles concluraient à l'illégitimité de leurs demandes !

C'est ce que j'appelle une joffrinade : un seul Gilet jaune pédophile et tous le deviendraient ; dès lors, le fait que les GJ demandent de quoi vivre dignement se trouverait vite assimilé à une revendication de pédophile, qui fut une cause d'ailleurs longtemps défendue par *Libération*, *Le Monde* ou *Le Nouvel Observateur*¹... C'est ainsi qu'on pense dans les journaux où l'on ne pense pas. Cette engeance a déjà trouvé dans les poubelles de cette Histoire en cours un raciste, *tous les GJ étaient donc racistes*, un homophobe, *ils étaient donc tous homophobes*, un partisan d'un général à Matignon, *ils étaient donc tous fascinés par la dictature*, un qui voulait aller porter ses revendications à l'Élysée, *ils étaient donc tous putschistes*. Ceux qui sont prompts à dénoncer l'amalgame dans le camp d'en face sont des professionnels de ce procédé dans leur propre camp.

Ainsi, les charognards ont sorti des tas d'ordures du Net des propos complotistes. La belle affaire ! Les GJ complotistes ! On a déjà eu peu ou prou les Gilets jaunes *climato-sceptiques*, injure majeure dans le néocatéchisme du politiquement correct, parce qu'ils polluent au diesel, un carburant sale de gens sales, alors que BHL et les siens, Hulot compris, Macron, ses ministres et ses conseillers polluent au kérosène, le carburant propre de gens propres, les voilà donc *complotistes* ! Pour quelles raisons ?

L'attentat islamiste (la bonne presse évite scrupuleusement l'épithète...) de Strasbourg, le 11 décembre 2018, a en effet fourni une aubaine aux journaux d'information continue qui peuvent ainsi passer à autre chose. Fin des Gilets jaunes et des verbigérations de journalistes sur les ronds-points, fin des micros-trottoirs pour sélectionner les avis orientés dans le sens de la chaîne, fin des faux débats sur « pour ou contre les GJ », désormais, gros plan sur les

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Apologie_de_la_p%C3%A9dophilie : un article de Wikipédia intitulé « Apologie de la pédophilie »

bougies, les fleurs et les peluches, les « Je suis Strasbourg » et les variations sur « Vous n'aurez pas ma haine » ! On court après le fugitif qui a commencé à remplir son casier judiciaire dès l'âge de 10 ans et n'a cessé d'y travailler depuis puisqu'il y a inscrit depuis pas moins de vingt-sept condamnations – et ce en dix-neuf années, soit une condamnation presque tous les neuf mois pendant vingt ans – à quoi il faudrait retrancher le temps passé en prison, ce qui doit faire une tous les six mois... La presse de la bien-pensance a matraqué que le jeune homme était français, né en France, qu'il avait grandi en France et fait ses études en France. Que voulait-on dire par là ? Quel était le message destiné au neveu devant son petit écran ? Il n'a pas commis son attentat au cri de : « Vive la France ! » que je sache, mais à celui d'« Allah Akbar ». Qu'il ait été français ne fait rien à cette affaire. En revanche, son cri de guerre aurait mérité le même zèle suggestif de la part de la journaliste. Or, comme prévu, nul souci de comprendre le sens de l'invocation au Dieu de l'islam pour perpétrer ce massacre... Sur une chaîne d'information continue, ce serait pourtant un sujet inépuisable et instructif. Dans sa dernière allocution, le président Emmanuel Macron n'a-t-il d'ailleurs pas appelé à ce qu'il y ait un grand débat sur le sujet ? Chiche... Commençons aujourd'hui.

Il y eut donc des GJ pour dire que cet attentat tombait à pic pour les journalistes parce qu'ils pouvaient ainsi ne plus couvrir l'actualité des GJ. Or, dans un monde médiatique, *pas vu à la télé, pas de réalité*. BHL l'a bien compris, qui exhorte régulièrement sur son compte les chaînes d'info continue à en faire moins, voire à ne plus rien faire du tout... Lui plus qu'un autre, parce qu'il fut la créature du petit écran plus que d'une œuvre, sait que ce que la télé dit est et que ce que la télé ne dit pas n'est pas. L'attentat de Strasbourg permet en effet aux rédactions de braquer le projecteur ailleurs, et les GJ, qui sont sans connivence avec la presse, savent bien que les médias peuvent assécher leur réel en refusant d'en montrer les images. Mais l'argent, qui fait la loi dans les chaînes, ne peut faire l'économie de ce dossier chaud, car il met des téléspectateurs devant leur écran en nombre, ce qui rapporte une foulditude d'investissements publicitaires... Si BFM fait silence, une autre chaîne ne se taira pas, pour des raisons de concurrence, elle verra dès lors ses parts de marché augmenter pendant que sa concurrente s'effondrera. Il vaut donc mieux pour elle rester sur le créneau et continuer la désinformation en prétextant informer : c'est politiquement, donc économiquement, plus rentable...

Croire que l'attentat allait être instrumentalisé par le pouvoir était légitime puisque, dans la foulée, à la matinale du 13 décembre 2018, sur France Inter, le président de l'Assemblée nationale a clairement dit : « Il faut que le mouvement s'arrête » Macron a fait des propositions, l'économie souffre, le terrorisme menace : on fait un paquet de tout cela et Richard Ferrand siffle la fin de la récréation, il invite purement et simplement à la fin du mouvement des GJ ! Tout aura vraiment été instrumentalisé par le pouvoir pour éteindre cet incendie social et, s'il y a de l'indécence, de l'obscénité, de l'impudeur, elle consiste à inviter à la fin du mouvement sous prétexte de danger terroriste. Si la concentration de personnes était véritablement en cause, alors il faudrait interdire l'ouverture des hyper et des supermarchés pendant tout ce mois de Noël, qui est celui de la grande fête consumériste, car un carnage dans l'un de ces temples de la consommation ferait probablement plus de victimes que sur un rond-point du Cantal...

On voit bien que la concentration de public n'est pas la véritable raison pour laquelle le pouvoir invite à la fin du mouvement. Tant que les hypermarchés ne seront pas fermés,

l'invocation de cette raison sera nulle et non avenue. C'est un prétexte politique macronien, pas une raison sécuritaire destinée à protéger les Français, qui sont tous exposés au terrorisme islamiste depuis des années partout où ils se trouvent, ronds-points de GJ compris.

Ce qui se dit dans cette affaire, c'est que le pouvoir a bien compris que le petit peuple des GJ n'est pas formé à la langue de bois des économistes et des politiciens, des journalistes et des intellectuels, il ne sort pas des grandes écoles où l'on apprend à mentir sans mentir tout en mentant avec force rhétorique et sophistique, à l'aide d'interminables exposés en trois points, avec des chevilles verbales, des trucs de logique, des ficelles expressives. Il ne parle pas pointu, comme à Saint-Germain-des-Prés, mais avec l'accent de sa province ; il ne pense pas pointu, comme dans la capitale, mais avec le bon sens des ruraux ; il ne formule pas pointu, comme sur les plateaux de télévision ou devant les micros parisiens, mais avec un style rude, une syntaxe parfois chancelante, un vocabulaire compté, une colère non contenue parfois également, une émotion non feinte, des phrases à la va-comme-je-te-pousse et c'est, pour ma part, ce qui me touche et m'émeut : c'est la *forme rugueuse et râpeuse des provinces* mise au service d'un fond juste, la justice sociale en faveur des dominés, contre la *forme parfumée et policée* de la capitale pour un fond idéologique au service des dominants.

Quand un Gilet jaune dit, seul et excité comme une puce devant la webcam de son ordinateur parce qu'il sait que les journalistes le verront peut-être : « Un attentat à Strasbourg, comme par hasard ! », on peut entendre deux choses. La première, malveillante : il dit que l'attentat a été commandité par l'Élysée, le salaud. On pourrait donner la liste de qui pense comme ça... La seconde, bienveillante : il dit que cet attentat va être instrumentalisé par l'Élysée. Et comment donner tort à ceux qui pensent ainsi, puisque le pouvoir instrumentalise effectivement !

Par ailleurs, s'il y a des complotistes, d'où viennent-ils ? Le complotisme est la maladie infantile de la réinformation : face à l'information officielle qui s'apparente si souvent à de la désinformation, un mouvement de balancier inverse fait chercher la vérité là où l'on sait qu'elle n'est pas, en dehors des médias officiels. Or, dans ce *no man's land* intellectuel on trouve le meilleur, de véritables informations, et le pire, des désinformations majeures, des théories farfelues, des idéologies dangereuses, criminelles, des opinions illégales (négationnisme, révisionnisme, antisémitisme...), des fausses nouvelles massivement diffusées par des États qui inondent la planète de contre-informations avec leurs hackers d'État – russes, chinois, turcs, américains, européens... – dont la journée consiste à faire circuler leurs virus idéologiques étatiques. Le complotisme est souvent le délire de qui a compris qu'on ne pouvait plus croire les médias dominants. Car le quidam sait qu'on y distribue à jet continu les éléments de langage de l'idéologie au pouvoir, donc il cherche ailleurs le sens qu'on ne lui donne plus. Et, là où il cherche à comprendre, des vendeurs de mythes placent leurs marchandises frelatées : les complots.

Mais dire qu'il existe une lutte des classes, des dominants et des dominés, un pouvoir secret et discret des décideurs à des niveaux nationaux et internationaux avec des médias sans micros ni caméras ni stylos, qu'il existe des diplomaties secrètes et des compromis politiques passés hors cadres démocratiques, qu'il existe une activité fiévreuse des services secrets avec leurs agents, des polices du renseignement et de l'infiltration avec leurs

fonctionnaires, des cellules confidentielles pour lancer des rumeurs, c'est l'évidence. Il faut n'avoir jamais lu Machiavel ou *Le Canard enchaîné* pour croire et affirmer le contraire.

Que le petit peuple des GJ ignore les détails de ces machines de pouvoir, c'est une chose ; mais qu'il en suppose l'existence par les effets induits qui sont ceux de la propagande d'État diffusée complaisamment par les médias d'État, il n'y a là rien que de très normal. La maladie complotiste a été inoculée par les médias menteurs. Nietzsche écrivait : « Ce qui me gêne, ça n'est pas que tu m'aies menti, c'est que désormais je ne pourrai plus te croire. » Un complotiste ne croit plus les menteurs qui prétendent l'informer et qui, sous prétexte de séparer l'info de l'intox, intoxiquent avec leurs infos : il a raison ; mais il se tourne vers n'importe qui pour trouver de véritables informations et du sens là même où se trouvent d'autres menteurs du même acabit : il a tort.

Réfléchir et penser par soi-même suffit : les faits parlent d'eux-mêmes et la meilleure hygiène suppose qu'on passe outre le commentaire du journaliste qui est l'ivraie afin de faire la part du bon grain des faits. Il y a eu un attentat islamiste à Strasbourg, ce sont les faits et ils sont terribles, condamnables, ils invitent à la décence pour les familles des victimes et leurs proches ; mais cette décence oblige à éviter la récupération, en premier lieu, celle du pouvoir qui estime que la sécurité nationale ayant été ébranlée par l'événement alsacien, les GJ doivent de ce fait rentrer chez eux. Car la maladresse d'un Gilet jaune complotiste qui s'essaie à penser par lui-même dans la jungle cynique de l'information où l'idéologie fait la loi me paraît plus compréhensible que le cynisme du pouvoir qui fait des mots une arme de domination massive sur les dominés.

11

Propagande, acte V

Tout à sa propagande, le régime macronien en fait des tonnes : comme il fallait s'y attendre, il instrumentalise les morts de l'attentat de Strasbourg en prétendant que les GJ, s'ils ont un peu de décence, bien sûr, ne pourront que suspendre leur mouvement. Il fait savoir par la presse qui relaie les éléments de langage du gouvernement en long, en large et en travers que ces GJ, qui sont déjà des casseurs, des anarchistes, des racistes, des homophobes, des crétins, des antisémites, des chemises brunes, des vichystes, des pollueurs, des climato-sceptiques – en grattant juste un peu on pourrait même peut-être aussi trouver des nazis –, seraient des moins que rien qui danseraient sur les tombes des cadavres d'un attentat s'ils descendaient dans les rues de la capitale ce cinquième samedi afin de défendre leurs idées.

Libération, qui est l'instrument de la propagande des idées de ce régime, a pondu la une de la semaine : un petit bandeau pour un ixième attentat islamiste sur le territoire national et le restant de la page consacré aux casseurs lycéens assis sous surveillance policière : ici, en passant, un acte terroriste islamiste, *peanuts selon la rédaction* ; là, une ribambelle d'ados qui sentent encore l'essence du cocktail Molotov présentés comme des victimes d'une police fascistoïde, *l'information majeure du jour selon la même rédaction* ! Cette minoration du terrorisme et cette majoration d'une opération de maintien de l'ordre républicain révèlent bien la ligne de ce journal qui donne le ton – à Paris : l'ennemi n'est pas Chérif Chekatt, un combattant clairement revendiqué par l'État islamique, non, mais la préfecture de Mantes-la-Jolie. Pauvre et sinistre Joffrin !

Après avoir criminalisé les GJ qui manifesteraient à Paris tout en décriminalisant le terroriste islamiste de Strasbourg, le pouvoir a donné ses chiffres du samedi 15 décembre 2018 qui, en fin de journée, arrivent en rafale sur l'écran de mon portable avec les alertes : moins de gens, manifestations moins suivies, moindre participation, chiffres en baisse, essoufflement des GJ – c'est, en cascade, une variation sur ce même thème.

Or les chiffres sont donnés par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et l'on sait combien les écarts entre les estimations de la police et celles des organisateurs sont depuis toujours caricaturaux : jadis, 15 personnes selon Gérard Collomb, c'étaient 15 000 selon Mélenchon quand il s'agissait d'une manifestation de la France insoumise – même chose

avec les autres organisateurs de manifestations, quelles qu'en aient été les couleurs... Mais quand il y a deux menteurs en lice, les deux mensonges s'annulent : on savait que le chiffre se trouvait quelque part entre plus de 15 et moins de 15 000 !

Or, dans le cas des GJ, il n'y a qu'un seul menteur puisque les GJ n'ont pas un seul meneur qui pourrait en retour lui aussi mentir : par conséquent, le ministre dispose d'un boulevard pour affirmer n'importe quoi et donner le chiffre de son choix – comme lors des soirées électorales dans les pays tenus par des dictateurs : il sait que ses amis journalistes lui donneront l'écho médiatique nécessaire, pourquoi dès lors se l'interdire ? Dire n'importe quoi, Castaner ne s'en prive pas, à presque chacune de ses interventions d'ailleurs. De sorte que, sur ce boulevard, on le voit rouler à tombeau ouvert pour y klaxonner ses contre-vérités, y claironner les éléments de langage fournis par l'Élysée, y jouer de la trompe de chasse avec la propagande des communicants du château. Il y a peu, ce benêt donnait une estimation de la participation d'une journée des GJ sur toute la France à *l'unité près* en ne s'apercevant même pas, c'est dire la finesse et l'intelligence du personnage, que pareil détail tue puisqu'il ne dispose d'aucun moyen de comptabiliser les participants de ce mouvement de contestation sociale sur la totalité du territoire français. Autant annoncer, faussement savant, le nombre de grains de sable de Paris-Plage à *l'unité près* ! N'importe qui se tordrait de rire en présence d'une telle mystification – *sauf les journalistes...*

Cependant, il se peut que les manifestants soient venus moins nombreux... à Paris. Si l'on veut faire pièce à la mine réjouie du pouvoir qui croit que la mobilisation faiblit et que le mouvement pourrit, on peut essayer de penser cet événement qu'est la foule amoindrie.

D'abord, il y a ceux qui en ont assez, parmi les GJ, d'être traités de tous les noms – rappelons-les : casseurs, anarchistes, racistes, homophobes, crétiens, antisémites, chemises brunes, vichystes, pollueurs, climato-sceptiques... Il faut avoir le cuir dur pour supporter ces insultes déversées en permanence dans les médias et l'on ne peut mésestimer que d'aucuns, dans leurs discussions avec des amis, des copains, des camarades, des collègues, des voisins, n'en peuvent plus de passer pour ce qu'ils ne sont pas alors qu'ils réclament seulement que l'État maastrichtien, puisqu'il n'y a plus d'État français, cesse de les étrangler. Je le rappelle : ces fascistes, ces vichystes, ces racistes, etc., demandent juste de quoi préparer Noël. Passer pour un casseur ou un antisémite, pour un raciste ou un homophobe peut peser trop lourd, à force, chez tel ou tel qui peut décider de poser sa valise...

Par décence, et Orwell n'a cessé de rappeler qu'il existe un sens de la « décence commune » chez les gens simples, certains n'ont peut-être pas souhaité non plus passer pour des charognards en se déplaçant à Paris alors que le pouvoir avait culpabilisé les manifestants en annonçant que manifester malgré les morts de l'attentat de Strasbourg, ce serait se comporter comme un chien.

En dehors de la haine, du mépris, de la culpabilité, de la décence, il peut y avoir également de la fatigue : à quoi bon ? se disent certains qui comprennent très bien que le gouvernement joue le pourrissement à quelques encablures de Noël. Macron va vers un Noël au champagne (sorti des caves de l'Élysée et payé par le contribuable...) pendant que nombre de GJ vont vers un Noël au mousseux (acheté au Lidl d'à côté et payé avec les économies faites explicitement pour préparer cette fête familiale)...

Et puis, il faut également compter avec des GJ abusés, trompés, embobinés, enfumés. Car, dans son allocution télévisée, Macron a annoncé un certain nombre de propositions – dont une hausse du SMIC de 100 euros. C'est spectaculaire, même si nombre d'économistes² ont depuis démontré qu'il s'agissait d'un enfumage puisque le jeu de bonneteau ne permet pas à proprement parler une hausse du SMIC ! Mais une partie des GJ ont pu se contenter de ces miettes et baisser les bras pour le reste en estimant qu'ils n'obtiendraient ni la démission de Macron, ni de nouvelles institutions, ni une dissolution de l'Assemblée nationale, ni quoi que ce soit de spectaculaire. Le président de la République savait qu'avec ce menu fretin il pêcherait tout de même quelques poissons. Quelques-uns ont été hameçonnés. Pour qui a faim, un quignon de pain rassis suffit à sa peine : à quoi bon se battre pour réclamer l'autogestion de la boulangerie ?

Enfin, et il me semble que c'est la raison majeure : il y a le coût que représente pour des gens pauvres ou modestes un déplacement à Paris. On peut en effet se faire insulter et mépriser, culpabiliser et criminaliser sans courber l'échine : les pauvres sont gens durs à la douleur et ils ne sont pas du genre à geindre, à se plaindre, à chouiner – ou à demander une consultation sur un divan...

Symboliquement, ce fut pour les GJ une performance de venir à Paris – d'y « monter », comme il est dit parfois avec un peu de la déférence et la crainte qu'il y a à se diriger vers les marches du château où loge son patron. Les mêmes ajoutent qu'on « descend en province ». Cette façon de parler suppose qu'il existerait une ascension vers le ciel parisien qui se doublerait d'une descente vers la campagne. On monte au ciel de Paris et on descend aux enfers des régions...

Car, parmi ces journalistes qui gagnent entre quatre ou *plus de quarante fois* le SMIC – les noms sont à lire en note³... –, qui peut avoir présent à l'esprit ce que signifie une journée de manifestation à Paris ? En voiture, en train ou en bus – pas en avion, ça c'est le moyen de transport de ceux qui crachent sur les GJ traités de pollueurs... –, il faut payer le voyage ; on peut certes emporter un casse-croûte, mais il en faut au moins deux quand on fait l'aller et retour dans la journée car il est impensable qu'un Gilet jaune s'offre une chambre pour rester le soir à Paris ! Trop cher... Impossible... Inconcevable... Si l'on veut prendre une bière dans la capitale avec son sandwich, tout dépend du quartier, mais il est certain que la commande fera un trou dans le budget. Quand on manque d'argent pour vivre, on ne peut distraire cinq fois de suite un budget qui se compte en une vingtaine d'euros pour un samedi ou en une centaine d'euros pour cinq samedis. Un Gilet jaune est à cinq euros près.

Quel journaliste le dira ? Quel éditorialiste spécialisé en économie sur une chaîne d'information continuera un sujet qui permettrait de chiffrer la journée d'un Gilet jaune qui a décidé de venir du Finistère ou du Bas-Rhin, des Pyrénées-Orientales ou de l'Hérault pour manifester à Paris ? Lequel donnerait en même temps le salaire des journalistes vedettes de sa chaîne ? Ou le sien ?

Macron, qui fut banquier à la banque Rothschild, sait que les pauvres ne peuvent venir indéfiniment à Paris avec leurs salaires de misère. Pour l'heure, il s'essaie à tout : la

² <https://marianne.net/societe/que-se-cache-t-il-vraiment-derriere-les-100-euros-promis-aux-smicards>

³ <https://www.ledauphine.com/france/monde/2018/04/17/les-salaires-indecents-des-animateurs-du-petit-ecran>

calomnie et l'insulte, le mépris et la criminalisation, la culpabilisation et l'essoufflement, l'enfumage et le pourrissement. Avec lui, les journalistes sont au taquet.

À Paris, au palais de l'Élysée et dans les rédactions des journaux maastrichtiens, on regarde les provinciaux souffrir et mourir comme un sadique observe dans le terrarium le serpent constrictor qui étouffe sa victime : *il sait que le lapin va crever, c'est écrit...* C'est un spectacle digne des empereurs romains de la décadence. Mais il peut aussi donner envie de vomir à qui dispose encore d'humanité. Vomir ou continuer ailleurs qu'à Paris.

Les GJ sont un mouvement girondin et provincial, régional et rural : aller à Paris, c'était faire le jeu du jacobinisme. Il était tentant d'exprimer sa colère dans la capitale, d'aller faire entendre ses slogans et ses revendications sous le balcon d'un roi retranché dans ses appartements. La chose a eu lieu ; c'est bon.

Mais il s'agit maintenant de continuer ailleurs que sur le terrain de l'adversaire, qui dispose de tous ses moyens dans la capitale, chez lui – il y a ses blindés et ses journalistes, ses médias et ses escadrons, ses provocateurs et ses casseurs faciles à instrumentaliser.

Dans Paris, le mouvement des Gilets jaunes est médiatiquement saisissable, donc politiquement maîtrisable, en même temps que politiquement saisissable, donc médiatiquement maîtrisable. Partout ailleurs qu'à Paris, il devient insaisissable. En se faisant girondin et non jacobin, il devient plus fort. S'il n'a qu'une seule tête, il est facile à décapiter, s'il en a des milliers, il est une nouvelle Hydre de Lerne dont seul un Hercule pourrait avoir raison. Or celui qui se veut Jupiter n'a rien d'un Hercule : sa statue ne tient que parce que les GJ la portent encore...

12

Techniques du coup d'État

Jadis le coup d'État était casqué, armé, botté, il mettait des chars et des militaires dans la rue, il investissait les lieux stratégiques du pouvoir : maison de la radio et télévision, universités et central téléphonique, gares et aéroports, ponts et routes. On voyait du kaki dans la rue, de la tenue de camouflage et des armes à feu, des blindés et des mouvements de troupe. Il y avait des tirs et des rafales d'armes automatiques. C'était clair. L'ennemi était visible, il se montrait, il était facile à haïr et à combattre.

Il faudrait aujourd'hui écrire une suite à la *Technique du coup d'État* de Malaparte.

1. Elle prendrait acte de l'impossibilité du coup d'État classique : pour quelles raisons investir la maison de la radio ou la télévision quand elles sont déjà aux ordres ? À quoi bon mettre un casque sur la tête des journalistes des chaînes de télévision et des patrons de la presse maastrichtienne, ou bien même une vareuse caca-d'oie, puisqu'ils ont déjà un képi dans la tête et des galons dans le cerveau ?

2. Elle expliquerait combien il ne sert à rien de prendre le pouvoir dans les universités puisqu'elles sont déjà dirigées par des soldats du régime maastrichtien. Certes, certains sont de droite, d'autres de gauche, mais ils font partie d'une même armée qui a émasculé toute droite et toute gauche dignes de ce nom au profit de l'idéologie libérale de Maastricht.

3. Elle dirait qu'il n'y a aucune raison de prendre d'assaut un central téléphonique puisqu'un logiciel comme Pégase permet à tous les pouvoirs, mais aussi aux particuliers, de pirater tout ce qui se trouve sur un ordinateur ciblé. La publicité en libre accès sur Internet de ce logiciel dit qu'il « enregistre l'ensemble des textes saisis au clavier – dans n'importe quel logiciel –, les photos, les programmes utilisés, les sites Web visités et les éléments copiés dans le presse-papiers. Le logiciel réalise des sauvegardes de l'écran à intervalle de temps régulier. Le logiciel espion envoie les rapports d'activité par e-mail ». Quand n'importe quel particulier peut l'acheter sur Internet, quel intérêt y aurait-il pour l'État, qui doit disposer de versions autrement plus efficaces et perfectionnées, à remplacer par la soldatesque les dames du central téléphonique qui n'existent plus depuis belle lurette ?

4. Elle raconterait pourquoi il ne sert à rien de bloquer les ponts, les routes, les carrefours, les bretelles d'accès aux autoroutes, les autoroutes elles-mêmes, les gares et les aéroports puisque le téléphone portable que nous portons sur nous comme un doudou pour adulte, grâce à ces logiciels espions, donne en temps réel les informations concernant le citoyen ciblé par le pouvoir. Il suffit alors, comme avec Julien Coupat, de le cueillir dans sa voiture sans que la population s'émeuve des conditions dans lesquelles cette arrestation illégale a pu être menée ! Thomas Legrand va pouvoir continuer à dire que je suis un complotiste sur *France Inter*, radio dite du service public, mais : comment peut-on expliquer que Julien Coupat, l'un des acteurs de Tarnac, ait été interpellé par plusieurs policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre, est-il dit, des contrôles préventifs d'avant une manifestation de GJ ? La police a trouvé un gilet jaune dans sa voiture ! La belle affaire : l'Europe oblige chaque conducteur à en posséder un dans son véhicule ! À ce

titre-là, ce sont des millions de Français qu'il faudra bientôt interpellier : on rouvrira les stades pour les parquer... Julien Coupat avait également une bombe de peinture. Et alors ? Est-ce avec ce genre d'arme de destruction massive qu'on égorge dans la rue, qu'on tue en rafale des dizaines de gens dans une salle de concert, ou qu'on fait exploser des édifices qui font des victimes innocentes ? Il y avait aussi un masque de chantier : mais, dans une configuration où la police a tiré 13 500 grenades dans une seule journée⁴, n'était-il pas pour le moins judicieux de se munir de ce genre de protection ? On sait en effet que nombre de manifestants pacifiques ont été arrosés par des canons à eau, asphyxiés au gaz lacrymogène, tabassés jusqu'au sang⁵... Concernant Julien Coupat, le parquet de Paris a ouvert une enquête de flagrance pour « participation à un groupement formé en vue de la commission de dégradations ou de violences ». Il a été mis en garde à vue. Dans l'État maastrichtien, l'ordre est plus facile à faire régner contre un lecteur d'Agamben ou de Zizek qui trimballe une bombe de peinture dans sa voiture que contre des fichés S susceptibles de transporter des bonbonnes de gaz avec des détonateurs dans leur véhicule⁶.

5. Ce supplément à la *Technique du coup d'État* montrerait également qu'outre les usages policiers du téléphone portable, qui est devenu l'instrument majeur de notre servitude volontaire, il existe encore de bonnes vieilles méthodes qui relèvent de l'opération de police politique à l'ancienne. Elles complètent avec les muscles et la matraque ce que la propagande médiatique obtient de son côté avec le cerveau et les écrans.

Je dois quelques informations aux lecteurs de mes textes qui les commentent en ligne et me renseignent sur ce que bien sûr on n'apprendra pas en lisant la presse à la botte, en écoutant les radios du service public aux ordres, en regardant la télévision du service public elle aussi le doigt sur la couture du pantalon. J'en veux pour seule preuve cette information qui, en régime démocratique, obligerait le directeur de la chaîne à démissionner : dans le « Soir 3 » du 15 décembre 2018, sa journaliste vedette s'entretient avec des GJ avec, derrière elle, une photo qui montre, face à la police montée, deux Gilets jaunes dont l'un porte une pancarte sur laquelle on peut lire « Macron ». Il faut être un vrai crétin de GJ selon les médias pour arborer une pancarte dont le seul slogan serait « Macron » ! Macron quoi ? Macron président tant qu'à y aller... Or, cette photo de l'AFP a été truquée ! Oui, truquée, comme dans la grande période de la propagande marxiste-léniniste : on a effacé son contenu véritable qui est « Macron, dégage » – ce qui, convenons-en, ne signifie pas exactement la même chose ! Comment réagit la rédaction quand on lui apporte la preuve de cette *fake news* maison ? C'est à l'insu de son plein gré... Un tweet sur le compte du JT du week-end donne ses raisons : « Nous en avons identifié l'origine. Cela ne se renouvellera pas. » France 3 indique ailleurs qu'il s'agissait d'une « erreur humaine ». Et puis ceci : « Une personne opérationnelle est intervenue, la rédaction en chef n'a pas décelé la

⁴ <https://www.ouest-france.fr/societe/gilets-jaunes/gilets-jaunes-plus-de-13-500-grenades-ont-ete-tirees-samedi-paris-6108694>

⁵ <http://www.revolutionpermanente.fr/Gilets-Jaunes-Nouvelles-mutilations-de-manifestants-par-la-police-ce-samedi>

⁶ https://www.lexpress.fr/actualite/societe/fait-divers/voiture-abandonnee-avec-bonbonnes-de-gaz-a-paris-notre-dame_1828457.html

modification⁷ » ! On n'a peur de rien à France 3 ! C'est quelqu'un qui, en passant, a effectué cette entreprise de propagande qui est un cas d'école, on sait qui c'est, on ne nous dit pas qui, mais on affirme que ça ne recommencera pas : mon œil ! Ça continuera, c'est comme ça depuis le début, c'est comme ça maintenant et ce sera comme ça jusqu'à la fin. On n'est pas nommé par hasard patron d'un média du service public : la personne lige est là pour incarner la ligne du chef de l'État. Fermez le ban.

Retour à ces informations données par des lecteurs dont je disais, et pour cause, qu'on ne les trouverait pas dans les médias dominants. J'ai indiqué des raisons à la moindre participation lors de l'acte V des GJ à Paris. Je rappelle brièvement *les techniques idéologiques* utilisées par l'État, son chef et son ministre de l'Intérieur appuyés par ses relais médiatiques et son élite parisienne, afin de faire régner l'ordre maastrichtien faussement présenté comme l'ordre républicain : la calomnie et l'insulte, le mépris et la criminalisation, la culpabilisation et l'essoufflement, l'enfumage et le pourrissement. Dans ces techniques idéologiques, je n'oublie pas, bien sûr, et ce depuis des années : le matraquage doctrinal permanent, la criminalisation de l'opposition intellectuelle à Maastricht, les bidouillages avec redécoupage des cartes électorales, la mise aux ordures d'un résultat de référendum inapproprié, comme on dit aujourd'hui, le passage en force contre le peuple avec lesdits représentants du peuple, l'impossibilité de sortir de l'Europe libérale sans l'autorisation de cette même Europe libérale...

Ajoutons à ces techniques idéologiques du coup d'État permanent des maastrichtiens les techniques classiques aussi vieilles que la police ! C'est ici qu'apparaissent les informations données par mes lecteurs, je les cite : sur l'hypothétique affaiblissement des GJ à Paris : « Non non, ne vous inquiétez pas, c'est juste qu'avec l'attentat à Strasbourg, les stations fermées, les policiers, Paris n'est plus trop une zone à privilégier. À Lyon, toujours 3 000 personnes, et à Bordeaux, 4 500, c'est beaucoup plus que la semaine précédente pour Bordeaux. Je vais vous dire, je suis quasi-cheminot (bientôt), j'ai des collègues à la gare Saint-Jean qui ont filmé discrètement des CRS bloquant tous les gens qui voulaient monter dans des trains à destination de la capitale ; alors voyez, on fait tout pour nous empêcher de manifester aussi. » Une autre intervenante : « Tout cela est vrai, mais Michel Onfray a omis d'ajouter, concernant les causes de la baisse du nombre des manifestants à Paris, les milliers d'interpellations et surtout le blocage des Gilets jaunes par les forces de l'ordre, parfois depuis la province, pour les empêcher de venir manifester à Paris. Des cars entiers bloqués aux péages, des centaines de voyageurs bloqués dans les grandes gares (bien qu'ils aient payé leurs billets) avec interdiction de partir. »

Des voyageurs empêchés de monter dans des trains par la force publique, des cars interdits de circuler par la force publique, des manifestants interdits de manifester par la force publique : la police du président Macron n'est plus au service de *l'ordre républicain* qui autorise le droit de manifester, mais au service de *l'État maastrichtien* dont l'ordre libéral est menacé par les GJ. C'est une milice. Je gage que ce rôle ne lui plaît pas totalement...

Il y a peu de chances que l'on puisse disposer de ce genre d'informations sur le service public.

⁷ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/16/97001-2018-12-16-FILWWW00085-gilets-jaunes-france-3-se-justifie-apres-des-accusations-de-censure.php16/97001-2018-12-16>